

1,5 € - N°43 30 janv. 2014

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

NON AU PACTE

HOLLANDE GATTAZ

Municipales 2014 :

**Contre la droite et l'extrême droite,
pour une opposition de gauche**



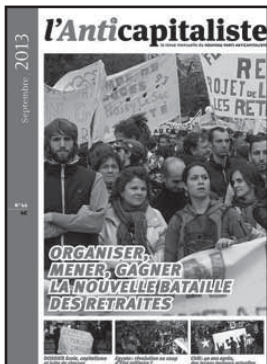
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse a changé de nom : **Tout est à nous !** à laissé place à **L'Anticapitaliste**.

Mais les contraintes restent... C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3

Nos vies, pas leurs profits p.4-7

- Ford, se faire entendre à nouveau
- Les nôtres : Carlos Abrantes
- NAO, c'était non chez Lesieur
- Hôpital, non à l'austérité
- CHU, entre 13 et 15 millions de déficit
- Delaunay face aux hospitaliers
- Dassault et ses amis de gauche
- Mory Ducros, licenciements dans les transports

Municipales p.8-13

- Le NPA33 dans les municipales
- Nos listes à Bordeaux, Pessac, Lormont, Cenon, Mérignac, Talence
- A Pessac, les résidents de Saige se font entendre
- Cascades de Garonne, à Lormont : un projet de vitrine bien coûteux
- Pour un transport urbain gratuit
- Pour que chacun décide des affaires publiques
- Bolloré et la CUB, après AutoBlue, BlueTram
- Démasquons-les ! le tournant de Hollande ?

Leur société p.14-15

- Ibrahimia : les procès des agresseurs racistes repart (presque) à zéro
- Une volonté politique clairement anti-Roms
- Interview sur les rythmes scolaires
- En Espagne et ailleurs, pas touche à l'IVG

A lire p.16

- *Le printemps des Arabes*

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 ISSN : en cours

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Non au pacte Hollande-Gattaz !

Un tournant dans la politique de Hollande après ses vœux à la presse ? Serait-il soudainement devenu l'ami du patronat ? Il s'agit plutôt d'une étape de plus dans les attaques contre les salariés et la population, dans la continuité de la politique menée depuis son élection. Et quand Hollande affirme « *je suis social-démocrate* », il faut entendre pro-patronal, et Pierre Gattaz, patron du Medef, lui, l'entend bien et applaudit des deux mains : le « *pacte de responsabilité* », il l'appelait de ses vœux depuis des mois. Quant à la droite, toujours en crise, elle se divise, entre ceux qui, comme Woerth, reconnaissent : « *c'est notre politique ! Cela correspond au programme de Nicolas Sarkozy* », et ceux qui essaient à tout prix de se démarquer pour exister, comme Copé.

Après avoir aggravé la casse du Code du travail avec l'ANI, repoussé l'âge de la retraite, engagé la baisse du « coût du travail » au nom de la compétitivité, Hollande s'attaque maintenant à la Sécurité sociale, en exonérant le patronat de ses cotisations sur les branches famille et maladie. C'est un nouveau cadeau au patronat de plus de 35 milliards d'euros qui s'ajoute aux dizaines de milliards d'exonérations qui s'accumulent depuis des années. C'est aussi un double vol des travailleurs, puisque les cotisations sociales sont une part intégrante du salaire, et qu'il

faudra compenser par les impôts.

Hollande a beau jeu d'évoquer une « *crise plus longue que prévue* » pour justifier son sale coup. C'est cette politique d'appauvrissement des classes populaires qui alimente la crise et qui va l'aggraver encore.

Regrouper les forces contre le pacte pro-patronal

Face à cette politique sans fard, le PC critique, mais pas au point de rompre les milliers d'accords avec le PS pour les municipales à venir.

La CFDT se contente de demander des contreparties au « *pacte de responsabilité* », exactement ce que souhaitent Hollande et Sapin. Quant à Thierry Lepaon, dirigeant de la CGT, il vient de déclarer « *j'ai envie que la gauche réussisse* » tout en admettant « *on a le sentiment que Gattaz est premier ministre* » !

On nage dans les contradictions au moment même où la politique cyniquement et franchement favorable aux plus riches de Hollande écoëure et révolte les classes populaires qui ne trouvent pas encore de perspective politique pour sortir de cette situation.

La bataille politique pour inverser le rapports de forces commence par affirmer qu'il n'y a pas d'autre issue que l'affrontement, la convergence des luttes, pour imposer les exigences sociales et démocratiques des travailleurs. Un affrontement que seule une opposition de gauche résolue au gouvernement peut rendre crédible, en affirmant qu'une autre perspective politique est possible : un gouvernement des travailleurs, contre l'austérité, pour une autre répartition des richesses.

Les élections municipales sont pour nous une étape de reconstruction et de regroupement avec toutes celles et ceux qui partagent cet objectif.



Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

Usine Ford - Trouver les moyens de se faire entendre à nouveau

Décidément le feuilleton Ford, « Plus belle la lutte », n'en finit pas. Nous en sommes à la 8^{ème} saison. Durant toutes ces années, il y a eu des hauts et des bas, des moments plus ou moins tendus, des mobilisations plus ou moins fortes. Le fait est que cette longue bataille pour la défense des emplois doit continuer. Car l'avenir du site est loin d'être assuré malgré les promesses de la multinationale.

2014 sera encore marqué par des périodes de chômage partiel. Certes moins que l'année dernière car il devrait y avoir un peu plus d'activité. Après deux années de quasi inactivité, les productions redémarrent progressivement. Ça se passe difficilement. D'une part ces différentes productions sont des lancements retardés et parfois hasardeux, les productions sont plus faibles que prévus et surtout l'ensemble des activités ne pourra pas occuper tout le personnel même à pleine cadence. D'autre part, l'organisation du travail est déplorable tant les conditions de production changent régulièrement et sans explication.

C'est le bazar !

Les salariés subissent cette désorganisation par des conditions de travail dégradées. Tout est chaotique. Une semaine il faut produire en urgence, il y a même parfois des heures supplémentaires et des samedis travaillés. Une autre semaine, il y a des mutations, des effectifs considérés en trop, des congés bloqués, des jours de chômage ...

La direction semble ne pas maîtriser la situation. De plus, Ford Europe se fait volontairement très discret. Nous n'avons pas de visibilité claire sur la suite. Alors les doutes reviennent en force du côté des salariés. Ce qui domine aujourd'hui c'est le sentiment désagréable d'être

baratiné par nos dirigeants. Le mécontentement est bien là, la méfiance plus l'écœurement devant l'absence de transparence et les mauvaises conditions de travail.

Nous sortons d'une longue période de chômage partiel. Les liens entre les salariés se sont distendus, le collectif s'est progressivement désagrégé réduisant nos capacités de réaction pour défendre nos intérêts durant cette période.

Le ras-le-bol est là

Mais le retour à l'usine de la plupart des collègues, la reprise du travail, la confrontation avec un encadrement toujours aussi obtus, tout cela réveille la colère et l'envie de protester. D'accord, ce n'est pas massif, ce n'est pas encore ce qui domine. Mais les choses évoluent.

Les militants Cgt discutent ouvertement d'une mobilisation à préparer. L'occasion, c'est le Comité de Suivi qui aura lieu le 17 février. Une réunion pilotée par le Préfet pour suivre l'accord signé le 24 mai 2013 concrétisant l'engagement de Ford sur les 1000 emplois : avec les pouvoirs publics, l'Etat, les élus locaux, Ford Eu-

rope et les syndicats. Une action pour faire entendre notre méfiance et notre ras le bol qui permettrait sans doute de redonner confiance aux salariés, de retrouver une ambiance de lutte qui sera nécessaire pour espérer changer la donne une nouvelle fois. Il faut pousser Ford à investir, à mettre en place au moins un nouveau gros projet pour maintenir vraiment tous les emplois sur le long terme.

Philippe



Carlos, notre camarade de lutte, notre pote

Carlos Abrantes est décédé brutalement d'une crise cardiaque mercredi 1er janvier, à l'âge de 46 ans. Quel choc et quelle énorme tristesse !

Carlos était un collègue de boulot chez Ford. Militant Cgt et Npa, il était, un camarade de lutte, un combattant de son camp social. Carlos était un des piliers de notre équipe syndicale, un des animateurs principaux de la mobilisation pour la sauvegarde de l'usine et des emplois durant ces dernières années.

De 2007 à 2012, nous avons organisé avec lui les très nombreuses actions, manifestations, grèves, blocages d'usine, envahissements du stand Ford au Mondial de l'auto... Carlos s'est battu et n'a jamais rien lâché même si comme la plupart d'entre nous, il y a eu des hauts et des bas, des moments difficiles, des coups de fatigue. Mais avec lui, avec les camarades, ensemble, nous avons lutté d'une manière déterminée.

Carlos était de ceux qui donnait la pêche, qui donnait envie de résister et de relever la tête. Carlos était de ceux qui croyait au collectif, à la dignité ouvrière, à la solidarité des salariés et des petites gens. Combien de voyages a-t-on fait ensemble pour porter la parole de notre combat et pour aller soutenir la lutte des Conti, Goodyear, General Motors, Molex, Licenci'elles et bien d'autres encore. Nous sommes bouleversés par sa disparition. Aujourd'hui, nous essayons de rendre, comme nous le pouvons l'hommage qu'il mérite, celui qu'on doit rendre à tous ces gens d'en bas, à tous ceux qui essaient de résister à l'exploitation et à l'injustice, à tous ceux qui militent pour la dignité ouvrière.

Carlos avait quitté l'usine Ford il y a un an, ras-le-bol de l'usine et des tensions avec le patron, il voulait tenter autre chose. Il nous manquait depuis son départ et il nous manque évidemment encore plus maintenant. Carlos, c'était un pote, un camarade, un chouette bonhomme. Quelqu'un du camp «d'en bas» comme il y en a beaucoup et qui mérite d'être connu et reconnu.

Nous continuerons la lutte pour nos emplois avec quelque part dans nos têtes le souvenir de Carlos.

Eric, Vincent, Thierry, Philippe...



NAO, c'était non chez Lesieur

C'est l'attitude de la direction lors des négociations annuelles obligatoires, NAO, qui a déclenché depuis le 14 janvier une réaction des ouvriers des usines Lesieur, dont celle de Bordeaux (94 salariés). Avec humour, un tract syndical dénonçait alors : « *Chez Sofiproteol, les dirigeants se prennent pour des champions du monde, pour eux NAO veut dire non comme au Brésil.* »

Ce qui a provoqué la colère, c'est que pour la première fois depuis vingt-cinq ans, il n'y a pas eu de prime annuelle d'intéressement, qui s'élevait entre 1000 et 1200 euros, sous prétexte de mauvais résultats. Un argument bidon : il y a quand même eu 18 millions d'euros de bénéfices pour un chiffre d'affaire de 732 millions. Les propositions de la direction ont été scandaleusement basses : 0,7% d'augmentation générale en janvier et 0,3% en juillet ; 23 centimes d'euros en plus sur la prime panier ; une prime annuelle de 250 euros (20 euros par mois !) qui ne concerne que les salariés en dessous du coefficient 205 (200 sur les 720 salariés du groupe). Les revendications des organisations syndicales se concentraient surtout sur une prime de 1500 euros.

Pas question d'en discuter pour le patron de choc à la tête du groupe, Xavier Beulin, qui est aussi président de la FNSEA... et propriétaire d'une petite exploitation de 500 hectares qui produit des céréales et des oléo-protéagineux. Visiblement, il a tout intérêt à ce que les ouvriers qui transforment sa matière première ne gagnent pas trop, ça ferait des marges en moins pour lui.

Mais quand les dirigeants ont vu que le mouvement de contestation touchait tous les sites (Coudkerque-Branche dans le Nord, Vitrolles dans les Bouches-du-Rhône, et Bordeaux), et que des salariés seraient présents au siège à Asnières, ils ont d'abord demandé la présence des CRS... et finalement rouvert des négociations.

Les trois organisations syndicales (CGT, CFDT et FO) ont fait le choix de signer aussitôt un accord avec une prime de 450 €, en plus de l'augmentation de 1% en deux fois. C'est loin des 1500 € revendiqués, mais les salariés savent qu'ils ne le doivent qu'à leur mobilisation.

Correspondant

Nos vies, pas leurs profits

Hôpital : Non à l'austérité !

« *Hôpital public : les comptes dérapent en 2013* » titrait *Le Monde* le 24 janvier.

Alors qu'en 2012 le déficit cumulé des 1100 hôpitaux publics était de 150 millions d'euros, en recul par rapport à l'année précédente au prix d'une politique d'austérité chèrement payée par les malades et les personnels, ce déficit est évalué à 400 millions pour 2013. Dans le même temps, la dette des hôpitaux publics, serait passée de 25 milliards en 2011 à 30 milliards en 2013. Pourtant rappelle le journal *Le Parisien*, « *les hôpitaux publics, qui serrent la ceinture depuis 8 ans, ont réalisé près de 3 milliards d'euros d'économies contraintes* ».

Les causes des déficits sont évidentes : la tarification à l'activité fait dépendre le financement des hôpitaux du nombre d'« actes » réalisés et cotés. Outre les nombreux

problèmes que pose cette cotation, un problème de taille est apparu : plus les hôpitaux déclarent précisément leur activité, plus les gouvernements ont baissé les tarifs de ces actes de façon à ne pas augmenter, voire à diminuer la facture totale. A cela s'ajoute la baisse des dotations versées par l'Etat pour les missions d'intérêt général à la charge des hôpitaux publics, certaines étant purement et simplement supprimées ! Cela alors que dans le même temps le prix des médicaments, des dispositifs médicaux et autres matériels a flambé, que les hôpitaux doivent moderniser leurs équipements et des locaux souvent vétustes et s'endettent sans fin pour cela. Une dette qui génère de jolis intérêts qui amplifient les déficits pour le plus grand bonheur des créanciers...

Entre 13 et 15 millions de déficit au CHU de Bordeaux

Pour 2013, le CHU a un déficit qui devrait atteindre entre 13 et 15 millions d'euros (pour 1,5 l'an dernier) sur un budget annuel d'un milliard.

Pour y faire face, le Directeur général a décrété la mise en place d'un « *plan d'amélioration du résultat* », en clair un plan d'austérité renforcé. Espérant associer le plus grand nombre à sa politique, il a invité tour à tour les médecins responsables des pôles de l'hôpital, l'encadrement supérieur et... les syndicats, expliquant tableaux à l'appui qu'il est urgent d'économiser... sur tout.

Pour les directeurs, tout ce qui n'est pas du « soin » pur doit être réduit au maximum. Ainsi, le malade idéal est celui qui repart de l'hôpital juste après son intervention : sans avoir besoin de personnel pour l'aider, sans consommer de repas et, si possible, sans salir un lit... Chaque service et son « *taux d'occupation* » sont observés à la loupe pour envisager des coupes et trouver com-

ment « *faire des actes* », c'est-à-dire du chiffre, sans dépenser. Les directeurs tentent de convaincre les médecins de faire attention au coût des examens demandés comme à ceux des traitements... en même temps qu'ils cherchent où comprimer un peu plus les effectifs. Alors que de nombreuses équipes, à bout, ne peuvent déjà plus faire face à l'absentéisme, la direction cherche à réduire encore

les remplacements. Dans les services, l'encadrement essaie d'imposer de nouvelles règles de prise des congés, oublie de rendre des heures supplémentaires, fait pression pour que le personnel accepte d'aller boucher des trous d'un service à l'autre, voire d'un site à l'autre (Haut-Lévêque, Pellegrin ou Saint-André) ! Cela provoque des explosions de colère, des équipes qui avaient beaucoup accep-

té jusque là disent Stop. Des réflexes collectifs renaissent, des solidarités nouvelles... avec la conviction d'être dans son bon droit en disant non. Comme une infirmière, refusant de partir sur un autre site, le disait à un directeur : « *Notre travail, c'est de faire face aux problèmes que posent les malades, ces urgences-là c'est de notre responsabilité, de notre compétence, mais nous n'avons pas de solution à vos problèmes* ». Et c'est bien là le sujet : ce n'est ni aux personnels ni aux patients de payer la dette et les déficits !



Correspondante

Nos vies, pas leurs profits

La ministre Delaunay face aux hospitaliers

Le 16 janvier, Michèle Delaunay était à Pessac à l'invitation de l'ARS (Agence régionale de santé) pour débattre de la future loi de santé publique. L'occasion pour l'intersyndicale du CHU et des représentants des hôpitaux d'Arcachon, de Mont de Marsan, de Cadillac, du collectif contre la fermeture de services à l'hôpital de Sarlat ou encore de la COSS 33 de dénoncer la politique d'austérité du gouvernement. Un rassemblement composé essentiellement de militants qui ont pu ainsi se rencontrer et échanger... et se faire entendre de la ministre.

Dassault Aux amis de droite succèdent les amis de gauche

A la longue liste des subventions d'Etat qui gonflent les profits de Dassault aviation et Thalès, il faut donc rajouter le milliard d'euros annoncé en grande pompe par le ministre Le Drian sur le site de Mérignac pour la modernisation des Rafale.

Hasard du calendrier, presque au même moment, Serge Dassault était menacé de perdre son immunité parlementaire de sénateur dans une affaire où il est question de racket, de fraude, de règlement de compte sanglant... n'en jetez plus.

Il en réchappe de justesse grâce à deux voix de gauche... Deux distraits qui après le vote le l'ANI et celui sur les retraites auront logiquement continué à voter avec la droite...

*Extrait de L'Aile rouge, bulletin du NPA diffusé aux usines
Dassault Mérignac et Martignas*

Mory Ducros Licenciements dans les transports

Mory Ducros, le n° 2 de la messagerie a déposé le bilan le 26 novembre. Il représente 85 agences en France, dont plusieurs dans la région, pour 5000 emplois et 2000 en sous-traitance. Il s'agit d'un des plus importants dépôts de bilan industriel depuis Moulinex en 2001 !

Le groupe met en avant une perte de 79,5 millions lors de son exercice 2012 pour un chiffre d'affaires de 765 millions. Sa dette d'exploitation s'élève à 202 millions. Mais, il y a 65 millions de trésorerie positive et 140 millions de créances clients soit un encours positif de 205 millions... qui compense la dette !

Parmi les repreneurs possibles, le plus probable serait le principal actionnaire actuel Arcole Industries ! Un patron qui dépose le bilan et se reprend ! Mais en mettant comme conditions que les salariés s'abstiennent de tout mouvement, d'avoir une aide financière de l'Etat et que l'entreprise conserve 80 % du conseil d'administration actuel.

A la réunion de CE qui vient d'avoir lieu ce 23 janvier, sur les 7000 emplois, seuls 2150 sont gardés. Il y aura 41 agences de fermées, dont sur la région celles de Dordogne, 35 salariés, et d'Agen, 9 salariés. Il y aura 7000 euros d'indemnités supra légales (les syndicats demandaient 6000) pour les licenciés. Dans celles qui ne ferment pas comme Canéjan seuls 43 salariés resteront sur les 150 avec les sous-traitants directs.

Montebourg annonce une aide de 75 millions au « licencié-repreneur » et « promet » 500 emplois dans les services publics aux 5000 licenciés.

Le Tribunal de Commerce doit statuer le 31 janvier.

Pour l'instant, depuis novembre, il y a eu quelques débrayages dans plusieurs dépôts. Parmi les difficultés à résoudre, les salariés sont dispersés sur tout le territoire, dans un secteur, le transport, très « rude ».

Jacques Raimbault

Le NPA33 dans les municipales

Dans le prolongement de l'engagement de nos camarades éluEs dans divers conseils municipaux lors des mandatures précédentes, nous voulons porter dans cette campagne, comme nous le faisons au quotidien, la voix de celles et ceux à qui on ne donne jamais la parole, qui subissent quotidiennement les politiques d'austérité, celle du gouvernement comme des municipalités dans leur ensemble.

Nous voulons faire entendre une voix clairement opposée à la droite et à l'extrême-droite mais aussi à la politique du gouvernement et des partis qui le composent. Et on ne peut pas dissocier politique locale et nationale !

Au quotidien sur le terrain, comme lors des élections, nous voulons rassembler toutes celles et tous ceux qui refusent la fatalité, convaincus que c'est la mobilisation de la population elle-même qui peut changer les choses.

Pour nous, le rôle des conseillers municipaux est de défendre les intérêts collectifs et toutes les mobilisations qui portent les exigences sociales et démocratiques.

C'est ce que les éluEs NPA ont fait chaque fois que possible, en se faisant au sein du des conseils municipaux les porte-voix des résidents, des usagers, des salariés.

C'est cette politique que nous voulons

porter et amplifier dans la campagne municipale puis dans les prochains conseils municipaux. Plus nous serons nombreux à défendre ensemble les intérêts collectifs, à refuser les mesures d'austérité en toute indépendance des partis de gouvernement, plus nous pourrons faire respecter les droits de la population.

C'est pourquoi, à l'occasion de ces élections, nous appelons chacune et chacun à prendre part à ce combat.

Certaines de nos listes ne sont pas encore complètes. Alors, participez, rejoignez les candidates et candidats anticapitalistes, pour une opposition de gauche à l'austérité.

Bordeaux : Pour une opposition à l'austérité, répondre à l'urgence sociale

Le NPA et les Rouges-Vifs ont décidé d'unir leurs forces à Bordeaux pour les élections municipales 2014.

La campagne a déjà démarré pour nous ! Nous rencontrons un bon écho ! De nouveaux camarades se joignent à nous.

Notre liste, menée par Philippe Poutou, dénonce aussi bien la politique d'austérité du gouvernement Hollande que celle menée localement par Juppé et le duo Feltesse-Juppé qui cogère la CUB.

Juppé donne la priorité à des réalisations de prestige et Feltesse, s'il est élu, mènera la même politique !

Les 20 milliards de cadeaux aux patrons au titre du crédit impôt compétitivité emploi, et le nouveau cadeau de Hollande de 30 milliards de cotisations sociales (auparavant destinés aux allocations familiales) vont avoir un impact sur les politiques menées dans les municipalités et les régions, notamment la réduction des services publics.

Pendant cette campagne, nous voulons être l'expression

de tous « les sans », les exclus, les immigrés, les salariés, les jeunes, les retraités, les chômeurs, pour redonner confiance, pour reprendre l'offensive.



Notre objectif est aussi de combattre l'extrême droite qui présente une liste sur Bordeaux.

Notre liste d'opposition à toute politique d'austérité, veut défendre un programme d'urgence sociale.

Les élus NPA/ Rouges-Vifs relaieront les aspirations et les luttes de la population.

I.L.

**Prochaine réunion publique
21 février à 19h30
salle municipale du Grand Parc.**

Pour nous contacter, se joindre à nous, venir sur notre liste :
pour le NPA : 0601427445 ;

pour les Rouges-Vifs : 0684080417 ;

Adresse mail : bx2014nparougesvifs@gmail.com

Pessac :

Porter la voix de la population, on continue !

A Pessac, le 23 mars prochain, 45 candidatEs seront présentEs pour continuer l'opposition de gauche à l'austérité dans le conseil municipal et porter une alternative anticapitaliste et démocratique. La liste est quasiment prête.

Le NPA en est à ce jour la seule organisation partie prenante. En effet, le PCF a choisi de partir dès le premier tour avec le PS et EELV... confirmant son ralliement à la politique de la majorité municipale (cantine déléguée à un groupe de restauration privé, cadeaux à l'enseigne-

ment catholique, etc...). LO n'a de son côté pas répondu à notre proposition. Quant au POI, nos rencontres n'ont pas abouti sur les municipales mais ont permis des échanges militants.

Mais bien au-delà des militants NPA, notre liste rassemble des femmes et des hommes attachés à la défense des droits sociaux, économique de la population, une démocratie vivante pour faire entendre au quotidien, par nos mobilisations, que nos vies valent plus que leurs profits !

Au conseil municipal du 24 janvier

Les résidents de Saige se font entendre

Lors du dernier conseil municipal, des résidents de Saige et représentants de copropriétés étaient présents au premier rang du public. Ils étaient là pour un des derniers points de l'ordre du jour, porté par les élus NPA mais dont ils avaient largement contribué à écrire l'argumentaire.

Leur quartier en bordure de rocade est directement exposé à la pollution atmosphérique et sonore avec en particulier, à deux pas des immeubles, le pont de la bretelle d'accès à l'autoroute qui voit passer le plus important trafic de poids lourds de toute l'Europe (plusieurs milliers de véhicules par jour, en augmentation chaque année). Pourtant, il y a quelques mois, ils apprenaient que la butte actuelle qui les sépare de la rocade devait être arasée du fait du danger que représente la présence (depuis 1937 !) d'une ligne haute tension au surplomb de cette butte... Non seulement, ils ne bénéficieraient pas d'une meilleure protection avec la mise à deux fois trois voies de la rocade, mais ils allaient perdre une partie de celle qu'ils ont, alors que ce quartier représente la plus grosse concentration populaire de la commune, 1700 logements !

Malgré cela, personne n'a à aucun moment consulté ni même informé la

population concernée. La mairie avait même arrêté les réunions régulières qu'elle organisait jusque là. C'est en se renseignant par eux-mêmes que les résidents ont découvert, parfois par hasard, le détail des projets. Et ce n'est qu'après avoir alerté la mairie avec une pétition signée par plus de 200 résidents, mais aussi les services de l'Etat (DREAL), RTE (qui gère les lignes à haute tension), la presse et les différents groupes politiques (seul le NPA a donné suite et aidé à rendre l'affaire publique) qu'ils ont obtenu une réunion avec l'ensemble des acteurs.

Leur demande était claire : l'enfouissement de la ligne à haute tension afin de permettre l'installation de protections phoniques sur la butte d'autant que, de façon concomitante, des travaux viennent de débiter pour deux nouvelles lignes haute tension enterrées afin d'augmenter les capacités de transport d'électricité dans le secteur. Si la DREAL et RTE ont dans un premier temps pris de très haut les résidents, la mairie,

qui dit avoir été mise elle aussi devant le fait accompli, a pris la chose au sérieux une fois l'affaire rendue publique. Et lors d'une deuxième réunion le 16 janvier, les solutions, tant techniques que financières (3 millions d'euros dont la moitié par RTE) étaient trouvées ! Seul le délai annoncé reste inacceptable : fin 2017 si tout va bien, probablement plus. C'est donc pour avoir des engagements clairs, une confirmation officielle, et aussi pour accélérer les choses que les résidents se sont invités au conseil, en soutien à la question posée par le NPA. Une présence remarquée et un « beau boulot collectif » comme le soulignaient les participants.

Isabelle Ufferte, élue NPA à Pessac

Moins de tension en ligne

CONSEIL MUNICIPAL Une question d'Isabelle Ufferte (NPA) a permis de faire le point sur l'enfouissement de la ligne haute tension à Saige et la réalisation des protections phoniques

WILLY DALLAY

« dernière réunion du Conseil municipal de la mandature politique prononcée. Ainsi, l'occasion de la session de lors à des entreprises s'implantant sur la zone d'activités du Bois de Saint-Médard, le maire a glissé quelques chiffres sur Ferréol, qui fait inévitablement partie des thèmes de campagne. Le chef de file de la droite et du centre, Frank Raynal (UMP) n'a pas manqué de lui répondre (lire ci-dessous).

Mais c'est finalement une question orale d'Isabelle Ufferte, en fin de séance, qui a apporté un des sujets les plus intéressants, en présence des premiers concernés, des habitants de Saige. L'élu NPA est revenue sur le conflit qui les a opposés au projet de suppression de la butte qui les isole un peu de la rocade. Le projet était pour le moins



Sud-Ouest du 25-01-2014

Municipales

Lormont : une liste unitaire en action

ALormont, la constitution de la liste NPA-PG se poursuit. Bien que beaucoup d'anciens colistiers des précédentes municipales aient déménagé (il y a eu 1375 logements HLM démolis dans le cadre d'un des plus grands plans de renouvellement urbain), les présents repartent avec nous et des nouveaux nous rejoignent.

Nous faisons du porte-à-porte avec les camarades du PG pour discuter avec la population, présenter notre liste et trouver de nouveaux colistiers. Dans les discussions que nous pouvons avoir, la colère s'exprime

contre le gouvernement «du changement» et ses milliards aux entreprises, face au budget de plus en plus serré de la commune, aux bas salaires et la précarité. Des habitants d'origine immigrée rappellent, avec déception, amertume et colère, les promesses de Hollande sur le droit de vote des étrangers, qui ne seront pas tenues.

Il y a du mécontentement aussi contre le manque de démocratie de la municipalité qui n'écoute pas les projets des habitants. Avec la réforme des rythmes scolaires, toutes les activités périscolaires sont deve-

nues payantes pour la première fois sur la commune, alors que ce n'était pas une obligation de la loi.

Beaucoup de camarades s'inquiètent à juste titre de la montée des idées du FN, de l'écho qu'elles ont dans la presse et des dégâts qu'elles occasionnent dans les consciences. Nous souhaitons, avec notre liste, être un instrument pour armer le mécontentement et la révolte, pour contribuer à encourager l'action collective au Conseil municipal et dans la commune, avec les élections et au-delà.

Cascades de Garonne : un projet «de vitrine» bien coûteux !

C'est en 2010 qu'a été déposé le permis de construire du projet de ce centre aqualudique : un ensemble de relaxation dans des eaux chaudes naturelles du coteau de l'Ermitage. Ce centre, conçu par l'architecte futuriste Ruols, comprenant aussi une galerie marchande, un hôtel 3 étoiles, des restaurants, des bureaux, des parkings et des logements, serait « à forte valeur artistique ajoutée ».

Ce projet a été porté par une Société immobilière (SCI) présidée par le promoteur Starck et d'autres investisseurs privés,

impulsée par la Société d'Economie Mixte (SEM) du Mont des Lauriers, également porteur et financeur du projet, présidée par la ville, actionnaire majoritaire, avec les bailleurs Clair-sienne et Domofrance. C'est un montage dont les profits, s'ils existent, seront pour le privé et les pertes pour la commune.

La ville a en effet tout fait pour ce projet : elle a financé des études prolongées durant 3 ans, qui ont nécessité l'achat par la SCI d'un terrain de 44 hectares pour replanter des espèces protégées détruites par ce même projet, elle a prévu les aménagements routiers par la CUB, et a donné à la SEM une parcelle de 37 000 m² d'une valeur de 350 000 €...

L'estimation du prix de ce centre aqualudique est déjà passé de 15 millions en 2010 à 38 millions d'euros en 2013. Du coup, la SCI a décidé de vendre le projet porté durant des années par la collectivité à l'investisseur privé le plus offrant, qu'elle n'a toujours pas trouvé !

Par ailleurs, le prix d'entrée, estimé entre 12 et 15 € par personne, serait inaccessible à la plupart des Lormontais...

C'est donc bien un projet « de vitrine », inutile et coûteux, comme bien d'autres sur la CUB. Il n'est pas certain qu'il crée des emplois bien rémunérés ni durables, dans un parc naturel qui doit rester préservé et gratuit, comme les eaux chaudes naturelles, bien commun !

Notre liste NPA-PG s'oppose donc à ce projet honteusement coûteux, en défendant des loisirs à financement public pour tous, dans la continuité de ce nous avons défendu pendant deux mandats, de 2008 à 2014, où j'ai été seule à voter contre.

Monica Casanova, élue NPA à Lormont

**Un meeting commun des
listes soutenues par le NPA
aura lieu**

**le vendredi 7 mars,
à 20h30,**

**Athénée municipal
de Bordeaux.**

**Avec la participation de
Philippe Poutou**

Liste unitaire « Gauche alternative d'opposition à l'austérité » à Cenon

Sur Cenon, le coup d'envoi de la construction de la liste unitaire NPA, PG, Ensemble (2 composantes du Front de gauche) a été donné par une première réunion ouverte de liste qui a rassemblé 14 personnes le 17 décembre avant la coupure de fin d'année. Cela a été l'occasion d'échanger sur les différents axes de notre campagne et sur l'importance politique de l'existence d'une liste alternative à la municipalité (PS-PC-EELV) sur la base d'une claire opposition aux politiques d'austérité nationale comme locale. La question de la montée du FN (même si aucune liste n'est annoncée à Cenon) souligne l'urgence de faire exister une autre perspective politique dans nos quartiers ravagés par la crise, le chômage, la précarité.

A partir de la dizaine des premiers candidats, une petite équipe a travaillé pendant les fêtes sur un tract de campagne pour faire connaître la liste sur la commune, inviter à la rejoindre et préparer une réunion publique le 30 janvier. Depuis nous avons fait le tour de nos connaissances et notamment recontacté les candidats de la municipale de 2008 avec un retour positif pour ceux qui sont toujours sur

la commune ! Nous avons pu ainsi réunir en un mois une vingtaine de candidats supplémentaires. Nous avons aussi commencé à faire du porte à porte dans différents quartiers de la ville, ce qui nous permet de vérifier que nos idées rencontrent le plus souvent soutien et sympathie. Et bien sûr il s'agit aussi pour nous de trouver parmi les habitants avec qui nous discutons, la demi douzaine de candidats indispensables pour finaliser notre liste.

Pour une opposition de gauche à Mérignac

A Mérignac, le NPA se présentera finalement sous ses seules couleurs aux municipales, mais avec tous ses ami-e-s. Nous avons mené une démarche unitaire, aussi bien en direction de LO, du PC que du PG, et chacun a fait ses choix, LO fait sa liste tout seul et le PC continue à être inféodé au PS. Quant au PG, après plusieurs semaines de discussion, il a finalement choisi de ne pas faire liste commune avec nous, ne voulant pas construire « une liste de témoignage », selon leur propos, ils préfèrent donc rester témoins de la campagne... Dommage, mais le problème que nous avons mis en débat, celui de la construction d'une opposition de gauche contre la politique du gouvernement et ses déclinaisons locales, reste entier et urgent. La constitution de la liste, trouver 49 candidates et candidats est une première étape difficile à franchir. C'est déjà un moyen d'entraîner pour cette perspective, en menant les discussions avec nos proches, sur le marché, en faisant du porte-à-porte...



Une vraie gauche pour Talence

Le NPA Talence a depuis des mois initié des rencontres, réunions publiques et appels aux mobilisations, avec le FDG (PC, PG, GA) et des citoyens. Nous avons depuis le début affirmé notre volonté de participer aux municipales de manière unitaire. Nous avons dû attendre jusqu'à fin octobre 2013 que le PC prenne la décision de ne pas se présenter avec le PS au 1^{er} tour.

Le NPA pensait faire le pas le plus important en acceptant que le FDG ait la tête de liste. Mais les composantes du FDG étaient divisées sur celle-ci.

PG et GA se sont prononcés pour la candidature de B. Conte (FDG non encarté), et le PC pour une candidature du PC ou, si B Conte était tête de liste, un candidat PC en seconde position.

Avec cette seconde position du PC, il y aurait eu alors 2 candidatures FDG, et cela n'aurait guère ressemblé à une liste unitaire FDG et NPA. Dès lors, le PC n'assistera plus aux réunions.

Un accord politique a vu le jour entre NPA, PG et Ensemble et une liste unitaire « Une Vraie Gauche pour Talence » est en cours de constitution.

Avec cette liste, nous voulons nous opposer à la municipalité de droite de Cazabonne, à sa gestion, à ses fausses consultations, à ses promoteurs immobiliers, et à sa pratique du clientélisme pour tenter de camoufler son adhésion aux politiques d'austérité et de fermetures des services publics. Mais, cela, en toute indépendance des partis du gouvernement qui se sont ralliés au libéralisme économique, et qui mènent la même politique que la droite : l'austérité dont souffre la majorité de la population.

Municipales

Pour un transport urbain gratuit

L'idée d'un transport urbain collectif gratuit peut paraître irréaliste dans la société marchande où nous vivons ! Pourtant, c'est déjà une réalité dans quelques villes comme à Aubagne, Châteauroux, Cambrai, Libourne, Gap... dans 23 réseaux de transport urbain sur les 290 du pays.

La vente des billets ne représente en moyenne que 20 à 25 % des rentrées d'argent dans le coût des transports. Le reste étant pour 30 % les impôts locaux et pour 48 % la « VT » (versement transport) payée par les entreprises publiques et privées de plus de 9 salarié(e)s qui suivant l'importance des villes va de 0,6 à 1,8 % de la masse salariale.

Si, par la gratuité, on supprime les coûts d'impression, de distribution, de contrôle des billets et si on sup-

prime les profits des actionnaires par la mise en régie municipale des sociétés de transport, on peut faire les comptes.

La gratuité cela veut dire aussi une très forte augmentation de la fré-



quentation : à Aubagne, en 3 ans, le nombre d'usagers a augmenté de 146 % et à Châteauroux, en 10 ans, de 208 % ! Il s'agit donc aussi d'une remise en cause du « tout voiture » et de ses désavantages personnels et collectifs : pollution, perte de temps et stress dans les fameux « bou-

chons », budget voiture qui devient un luxe pour beaucoup... Alors que la moitié des trajets urbains en voiture font moins de 3 km avec une moyenne de 1,2 passager par véhicule.

Alors que dans les villes, hôpitaux, cinémas, centres commerciaux, etc., sont repoussés en périphérie, l'exigence du transport public et gratuit devient primordiale. Surtout pour celles et ceux dont c'est le seul moyen de se déplacer.

Il s'agit donc, aussi, de l'égalité d'accès et de circuler pour tous et toutes qui devrait être un droit fondamental comme celui de se loger, se soigner... De quoi débattre lors des municipales !

J.R.

Pour que chacun décide des affaires publiques

Les communes seraient, nous dit-on, le premier étage de la démocratie... une jolie légende. Si les élus municipaux sont en effet les élus les moins éloignés de la population, les Conseils municipaux des grandes villes ne sont qu'une chambre d'enregistrement : tout est décidé ailleurs, les dossiers y arrivent ficelés. A de très rares exceptions près, le groupe majoritaire se contente de voter en bloc et sans débat au nom de la « solidarité majoritaire »... Quant aux groupes d'opposition, ils ne polémiquent que sur les sujets annexes mais partagent les fondamentaux. Rares sont les éluEs qui imposent le débat en combattant les politiques libérales comme le font les éluEs NPA. Ce n'est que quand la population s'invite dans les Conseils pour faire entendre ses revendications que la vraie vie s'y engouffre !

Mais ce n'est en rien spontané. Car si officiellement les conseils municipaux sont publics, il faut être sacrément motivé pour y assister, en n'ayant aucun moyen de maîtriser ce qui y est discuté (quand discussion il y a !) et en étant contraint au silence puisque le public n'a qu'un seul droit : écouter et se taire. Mais parfois, la simple présence des premiers concernés par les sujets traités dans le Conseil municipal peut changer la donne pour peu qu'une ou un élu se fasse l'expression des exigences sociales, démocratiques, de la population (cf page 9 le dernier Conseil municipal de Pessac).

C'est cela que les éluEs NPA ont fait chaque fois que possible dans les conseils, c'est ce que nous aspirons à faire dans les prochains conseils municipaux avec des élus anticapitalistes indépendants pour y faire en-

trer la contestation et les exigences populaires, malgré le corsetage actuel d'une « démocratie » vidée de tout contenu et dont la seule fonction est de se protéger de la population.

Aussi, nous nous battons pour l'instauration d'une véritable démocratie : le pouvoir de décision et de contrôle pour la population et ses représentants que ce soit pour l'élaboration du budget, le choix des investissements, des équipements, etc. Nous revendiquons le droit pour toutes et tous de se mêler de tout ce qui nous concerne, de débattre et décider ! C'est aux salariéEs, aux jeunes, aux chômeurs, aux retraitésEs, aux mères et pères de famille de s'organiser pour faire entendre leurs besoins, leurs droits, imposer leur légitimité.

I.U.

Partenariat Bolloré-CUB

Après AutoBlue, BlueTram ?

Dans notre dernier numéro, nous évoquions le « duel » entre Sainte-Marie et Rousset pour la liaison de l'aéroport à la gare Saint-Jean, chacun présentant « sa » solution afin que le trajet passe par « sa » ville... Feltesse, président de la CUB, a profité de son discours d'inauguration du « service » AutoBlue de Bolloré, le 9 janvier, pour jouer sa propre carte.



La chose tient en deux phrases : « dans 20 mois, aura lieu à Bordeaux le Congrès mondial des transports intelligents. Tous ces experts vont arriver à l'aéroport, à 4 kilomètres de la prochaine station de tram. Et si on assurait une liaison par un tramway intelligent ? »...

C'était une offre claire à Bolloré, qui fabrique, justement, ce type d'engin : le « BlueTram ». Alimenté par batterie, il se recharge en station pendant les arrêts. Sans caténaire, monté sur pneus, il serait deux fois moins cher qu'un tramway classique.

Feltesse, challenger battu d'avance à la mairie de Bordeaux, veut certainement se prévaloir du côté « économique » de l'opération dans sa campagne pour conserver la présidence de la CUB.

Mais, ce faisant, c'est une nouvelle concession de service public au privé, cette fois sur un système de transport en commun en site propre, qui se prépare, concession à laquelle on ne peut que s'opposer.

Ce n'est manifestement pas l'avis du PCF de l'agglomération, qui fait pourtant son cheval de bataille de la défense des transports en commun publics. Dix jours après l'offre de Feltesse à Bolloré, il signait avec le PS et EELV un accord de représentation à la CUB : tous avec Feltesse pour s'opposer au « retour de la droite » à la présidence de la CUB ! Pas question de laisser à Juppé l'initiative de mener les politiques de bradage des services publics au privé ?

Daniel Minvielle

*A chaque étape, les idées dominantes
sont celles de la classe dominante - Karl Marx*

Démasquons-les !

« Hollande a-t-il opéré un tournant social-libéral ? » s'interrogeait *Europe 1* au lendemain des vœux du président aux Français pour le nouvel an, le 6 janvier 2014. Analystes, chroniqueurs, politologues de plateau ont multiplié les commentaires sur le fameux « pacte de responsabilité » annoncé par Hollande, pour y déceler un « changement de logiciel » (*France info*) ou encore « un tournant idéologique » selon les termes de l'ancienne ministre de l'écologie Delphine Batho dans un entretien au *Journal du Dimanche*.

Les vœux du président suivis de la conférence de presse annonçant les baisses de cotisations pour les entreprises ont certes clairement affiché l'orientation patronale du pouvoir socialiste. Même le gouvernement précédent, qui incarnait pourtant une droite des plus brutales, n'avait pas osé tailler à ce point dans le vif et exonérer les patrons de leurs supposées charges, à hauteur de 30 milliards, cadeau auquel s'ajoute un plan d'économie de dépenses publiques de 50 milliards sur 3 ans.

Mais de quel virage parle-t-on ? Certainement pas de la politique du gouvernement. Après tout, Hollande ne fait que poursuivre, avec une détermination sans faille, la politique libérale qu'il met en oeuvre depuis son élection, le « pacte de responsabilité » n'étant qu'un jalon supplémentaire dans l'entreprise assumée de démolition des droits sociaux exigée par le MEDEF, après les 20 milliards accordés aux capitalistes au nom de la compétitivité et le vote de l'ANI pour attaquer le code du travail.

Il faut toutefois prendre acte d'un changement relatif... au moins dans la communication du chef de l'Etat. Car le virage amorcé n'est pas bien sûr dans le contenu des réformes mais plutôt dans la manière de les présenter aux travailleurs. Hollande et son gouvernement s'affichent désormais on ne peut plus clairement dans le camp d'en face, celui des capitalistes et de la droite à combattre. Gageons que désormais, les directions syndicales et la gauche réformatrice auront un peu plus de mal à faire croire qu'il est encore possible de leur « déboucher l'oreille gauche » pour infléchir leur politique. Tant mieux : les militants prêts à la rupture et à l'affrontement n'en seront que plus nombreux !

Patrick Chaudon

Leur société

Ibrahima : le procès des agresseurs racistes repart (presque) à zéro

Mardi 14 janvier avait lieu à Bergerac le procès des agresseurs de notre camarade Ibrahima Dia, militant du NPA et syndicaliste SUD, victime d'une agression raciste alors qu'il était en vacances en Dordogne en mai 2013 (*Anticapitalistes !* n°37). Il avait alors porté plainte auprès de la gendarmerie, qui avait constitué le dossier de l'enquête.

Des comités de soutien se sont organisés autour d'Ibrahima à Evry, sa ville, et en Dordogne, autour de militants de la LDH, du NPA, de SUD, etc. pour l'accompagner dans son procès et faire à cette occasion une véritable campagne contre le racisme !

Le jour du procès, le soutien était visible, avec une grande banderole, dans et autour du Tribunal d'Instance de Bergerac : membres des comités de soutien de Dordogne mais aussi d'Evry, une trentaine venus en bus, d'autres en voiture ; quelques militants de SUD santé sociaux de Bordeaux, ainsi que du NPA33 avec Philippe Poutou. La

veille du procès, une soirée organisée en présence d'Ibrahima au cinéma Rex de Sarlat pour une projection-débat sur le racisme avait rassemblé une soixantaine de personnes. Par ailleurs, la presse nationale et locale avait largement annoncé le procès et ses enjeux...

De quoi donner espoir dans le résultat du procès, à commencer par Ibrahima : « *Je me suis trouvé entouré de tellement de gens pour qui le caractère raciste de l'agression ne faisait aucun doute [...] que j'étais convaincu que ce serait aussi le cas pour la justice [...] et que mes agresseurs seraient condamnés* ». (*L'Anticapitaliste* n°226).

Mais la justice en a décidé autrement. Loin de porter sur la responsabilité des agresseurs, le procès a tourné à la remise en cause... des enquêteurs ! Les avocats des agresseurs ont présenté leurs clients comme des « victimes » des gendarmes et ont demandé l'annulation du procès pour irrégularités dans les procédures de garde à vue. La procureure est allée dans leur sens, menaçant

les gendarmes de sanctions pour travail mal fait, tout en reconnaissant que la plainte était juste, mais cela voulait dire tout reprendre. Et les trois juges ont rendu leur verdict : annulation du procès pour vice de forme dans l'enquête. La nouvelle a été accueillie avec d'autant plus de déception et de colère que pas un mot n'a pu être dit au procès sur le fond, l'acte raciste dont a été victime notre camarade.

Mais pas question de baisser les bras. L'enquête doit reprendre, menée cette fois par un juge d'instruction. Comme le dit Ibrahima, « *tout doit être recommencé à zéro, mais je ne lâcherai pas. Je sais que ça va être long, très long même, peut-être six mois, un an, deux ans, mais j'ai de la patience. [...] Je n'abandonnerai pas* ». Et la solidarité et le soutien exprimés ces dernières semaines font que la bataille ne repart pas tout à fait de zéro !

D.M.

Une volonté politique clairement anti-Roms

Rappelez-vous :

« *Ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation ... (avec les populations locales)* »

« *Les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie ... et pour cela il faut que l'Union européenne, avec les autorités bulgares et roumaines, puissent faire en sorte que ces populations soient d'abord insérées dans leur pays.* »

Ces propos qui stigmatisent une population, par son origine nationale et/ou ethnique ne sont pas ceux de Le Pen (père ou fille), ni de Copé ou Estrosi mais ceux de Valls Manuel, Ministre de l'Intérieur du gouvernement de la République et membre du Parti Socialiste. Cela résume bien la manière dont sont considérés les Roms de nos jours en France (15 à 20 000 personnes), de nouveaux parias. Des propos ouvrant un boulevard à l'extrême droite et à la

droite (FN et UMP), banalisant l'idée du « *pas de ça chez nous* ».

Qu'en est-il chez nous, à Bordeaux ?

21 janvier 2014 : Bordeaux Bacalan, squat « Schinazy » : 70 personnes expulsées.

16 janvier 2014 : Bassens squat « Guerlandes » : 20 personnes expulsées.

10 décembre 2013 : Floirac squat « Lesbats » : 50 personnes expulsées.

Des expulsions accompagnées :

- d'un manque flagrant de volonté de la Préfecture d'aider à l'insertion sociale de manière lisible ;

- d'un manque encore plus flagrant de nombreuses municipalités de la CUB, dont certaines « de gauche », d'aider vraiment des populations vivant dans une très grande précarité ;

- d'une casse du seul lien social existant pour ces familles : l'école et tout le travail accompli par les enseignants des

écoles et collèges concernées : instits, RASED, profs, enseignants CRI ;

- d'une absence totale de coordination au sein de la CUB : « *Dis, tu la veux ma patate chaude ?* » ;

- d'une errance sans fin pour des familles, dont certaines sont sur Bordeaux depuis plus de 10 ans, qui veulent travailler, obtenir une vie digne.

Face à cette situation, la seule aide possible actuellement ce sont les assos humanitaires, le RESF, à défaut de toute volonté publique réelle d'aider des citoyens européens aux « *modes de vie extrêmement différents des nôtres* ».

Nous devons montrer notre attachement à des valeurs internationales, humanistes et, à l'heure des calculs électoralistes (« *vais-je être encore plus faché que mon concurrent aux municipales ?* »), montrer notre différence et soutenir les Roms dans leur parcours vers la dignité.

Laurent Joubert

Interview sur les rythmes scolaires Contre la réforme, la lutte n'est pas finie !

Vincent Peillon est venu en Gironde le 20 janvier. Dans une interview à *Sud Ouest*, il bluffe et fanfaronne : « Il faut qu'à la rentrée 2014 tous les enfants bénéficient d'un bon temps scolaire... On a vu que les communes qui y sont passées sont globalement satisfaites... Chacun doit garder à l'esprit que c'est l'intérêt de tous les élèves ». Sans commentaires !

Pour sa part, **Anticapitalistes !** a préféré interviewer Cécile Dulon, animatrice en Dordogne d'un collectif de parents contre la réforme des rythmes scolaires.

Votre collectif a commencé autour de l'école de Saint Paul de Serre, un village de 260 habitants en Dordogne. Comment la réforme s'applique-t-elle dans les zones rurales ? Quels sont les moyens dont disposent les mairies ?

Cécile Dulon : Ce sont les zones rurales qui sont le plus durement touchées par cette réforme très renforçatrice des inégalités. Les petites communes n'ont ni les moyens financiers, ni humains, ni en infrastructures pour faire face aux responsabilités nouvelles qui leur

incombent. Certaines le reconnaissent mais d'autres pas. Avec ces dernières, le dialogue est impossible et les Temps d'activités périscolaires (TAP) sont sans aucun intérêt pour nos enfants... Après six semaines de ballon prisonnier dans le champ derrière son école, en cette période mon fils de CE2 fait des mandalas en graines !

Depuis plusieurs mois, vous avez lancé un collectif pour s'opposer à la réforme des rythmes scolaires. Où en êtes-vous ?

Cécile : D'autres parents nous ont rejoint en Dordogne notamment grâce à la communication mise en place au travers de notre site Internet et à un groupe Facebook qui compte environ 370 membres. Il y a aussi un groupe national auquel je participe comme modératrice qui rassemble plus de 41000 personnes et je participe à la création du site internet national mis en ligne lundi 13 janvier sur lequel on pourra prochainement adhérer à l'Association nationale des Gilets Jaunes (signe de ral-

liement du mouvement de contestation contre cette réforme). Le mouvement continue à prendre de l'ampleur.

De prochaines actions sont envisagées début février pour exiger le retrait pur et simple de cette réforme. Les syndicats vont-ils s'y engager pleinement ?

Cécile : Les prochaines actions proposées au niveau national pour février sont les suivantes : le vendredi 7 février, une opération classes vides, avec appel au boycott de la journée de classe ; et le samedi 8 février, des manifestations et rassemblements partout en France dont un grand rassemblement sans doute à Paris. Nous avons contacté les syndicats en leur proposant d'agir à nos côtés, nous attendons leurs réponses. Se pose aussi le problème des enseignants qui ne se sentent parfois plus assez bien représentés par des syndicats trop « consensuels ».

Propos recueillis par François Mimielle

Voici quelques liens communiqués par Cécile Dulon :

Site Dordogne : <http://dordogne-contre-reforme-rythmes-scolaires.com/>

Pages Facebook Dordogne : <http://www.facebook.com/groups/173342722856900/>

et Gironde : <https://www.facebook.com/groups/529669553781410/?fref=ts>

Site national : <http://clrd.fr/>

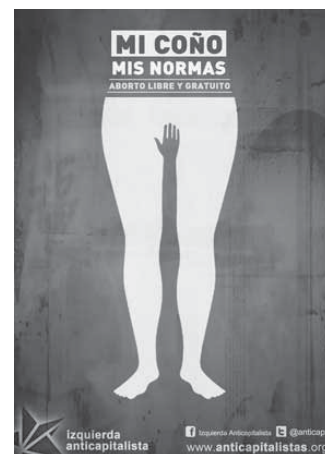
En Espagne et ailleurs, pas touche à l'IVG !

Le samedi 21 janvier, devant le Consulat d'Espagne à Bordeaux, avait lieu un rassemblement de soutien aux Espagnoles et Espagnols contre le recul de l'accès à l'IVG. Cette manifestation appelée par le Collectif bordelais pour les droits des femmes, dont le NPA est membre, répondait à la terrible atteinte faite aux femmes d'Espagne par le projet de loi du gouvernement de Rajoy, supprimant le droit à l'avortement libre, approuvé par le conseil des ministres du 20 décembre 2013. Ce recul phénoménal est l'émanation d'une classe politique ultraconservatrice alliée à un catholicisme réactionnaire et puissant, tou-

jours présents, aux aguets. Cette loi est la plus répressive et la plus autoritaire à l'égard des droits des femmes depuis la fin de la dictature de Franco.

A Bordeaux, nous étions environ 400 à manifester devant le Consulat. Les jeunes, les plus nombreux, ont impulsé un rassemblement dynamique, animé par de nombreux slogans, le NPA était bien visible et actif. Les discussions étaient nombreuses allant de l'indignation au nécessaire rappel que rien n'est acquis, surtout quand il s'agit du droit des femmes, en Espagne, ici et ailleurs.

Michelle Dupony



Le printemps des Arabes

Jean-Pierre Filiu - Cyrille Pomès - éd Futuropolis - 18 euros

Écrit par un historien du monde arabe J Pierre Filiu, sur des dessins de Cyrille Pomès, cet ouvrage n'est pas une bande dessinée ordinaire mais plutôt un reportage graphique, historique et politique, qui retrace de manière chronologique le monde arabe et les dernières révolutions.

Tout commence avec l'immolation en décembre 2010 du jeune Mohammed Bouazizi à Sidi Bouzid en Tunisie,



geste de désespoir et de colère, qui va embraser le pays puis tous les pays arabes. Dans un mouvement de contestation, de lutte révolutionnaire, qui aurait paru impensable... avant de se produire. Comme toujours dans ces périodes d'accélération de l'histoire, quand les peuples relèvent la tête pour dire « Dégage » à leurs exploiters.

Ben Ali, Moubarak, Kadhafi vont tomber, l'un après l'autre et d'autres dictateurs auront chaud aux fesses ! Le livre insiste bien entendu sur la Syrie où Assad massacre actuellement son peuple.

Pour chacun des pays, les auteurs nous font un bref rappel historique qui explique aussi le rôle néfaste de la colonisation dans la situation de ces pays. Et comment ces régimes comme on le voit avec la Syrie ne peuvent tenir et sévir aussi longtemps que grâce à l'aide et au soutien de pays dits « démocratiques » ou à leur silence complice.

Le livre met en lumière les anonymes, ceux et celles qui font les révolutions, toute cette jeunesse notamment qui grâce aux réseaux sociaux a mis en pratique l'Internationalisme, le tous ensemble, en portant les mêmes aspirations, les mêmes revendications à vivre dans un monde meilleur, jusque dans les modes d'actions comme les occupations de places.

Alors, bien sûr, même dans les pays où les dictateurs sont tombés, tout est à faire car les faux amis et les vrais ennemis sont là pour reprendre le pouvoir si les peuples ne se donnent pas les moyens de le faire eux-mêmes.

Cette histoire est en marche. Elle s'inscrit dans la perspective d'un « été des peuples » pourrait-on dire, car c'est bien un autre monde, anticapitaliste qu'il nous faut construire ici aussi !

J.R.

**FAITES
VIVRE L'ANTI-
CAPITALISME**



**1 MILLION D'€
POUR
LE NPA**

**Face à la droite et à l'extrême droite,
contre ce gouvernement au service du patronat,
faisons vivre les idées de l'anticapitalisme !**

Les échéances électorales de 2014 seront un moment important pour la défense des idées anticapitalistes, et le NPA est bien décidé à y prendre part. Mais pour cela, nous avons besoin de l'aide financière de tous ceux et celles qui pensent notre combat nécessaire.

Deux moyens pour y contribuer :

- par chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à nos militants ou à envoyer à NPA SOUSCRIPTION 2014, 2 rue Richard Lenoir 93100 MONTREUIL.

- en ligne sur notre site : www.npa2009.org/souscription

Les dons aux partis politiques ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66% de leur montant dans la limite de 20% du revenu imposable.